ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 30 août 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er février 1977 relatif au permis de conduire", a donné le 12 septembre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 30e augustus 1978 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 betreffende het rijbewijs", heeft de 12e september 1978 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Les alinéas 3 et 4 du préambule devraient être intervertis pour respecter l'ordre chronologique des arrêtés royaux qui y sont visés.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Selon cet article, sont dispensés des obligations prévues à l'article 2 "les élèves-conducteurs qui se rendent au centre d'examen pour subir l'examen pratique ou subissent cet examen", s'ils répondent à certaines conditions.

Il ressort du texte de l'article 1er que l'élève-conducteur porteur d'une convocation et qui a échoué à un premier examen ne peut se servir de la convocation visée à l'article 22, § 2, 3°, c), que pour se présenter au centre d'examen afin de subir le second examen.

En aucun cas, il ne peut s'en servir pour parfaire son apprentissage en vue de ce second examen alors que par hypothèse il n'a pu présenter ce second examen pendant la période de validité du titre, à cause de l'encombrement du centre d'examen.

Sur ce point, le système prévu par le projet n'est ni logique ni équitable.

.../...

Sous cette réserve, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article ler de la manière suivante :

"Article ler.-

L'article 3 de l'arrêté royal du ler février 1977, relatif au permis de conduire, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1978, est complété par un 13° rédigé comme suit :

"13° les élèves-conducteurs porteurs de la convocation visée à l'article 22, § 2, 3°, c, quand ils se rendent au centre d'examen pour subir l'examen pratique ou qu'ils subissent cet examen, à condition :

a) qu'ils conduisent le véhicule mentionné sur la convocation et que ce véhicule satisfasse aux conditions prévues aux articles 7, § 2, et 23, § 3;

b) qu'ils soient accompagnés par le guide mentionné sur la convocation et que ce guide satisfasse aux conditions prévues à l'article 7, § 3".

Article 2.

Dans la phrase liminaire, les mots "dernier alinéa" doivent être remplacés par les mots "alinéa 5".

Article 3.

Cet article remplace le § 2 de l'article 16 de l'arrêté royal du ler février 1977. Il dispose, notamment,

en son alinéa 2 :

"Le Ministre des Communications ou son délégué fixe les règles relatives à l'organisation des centres d'examen".

Cette disposition donne au Ministre un pouvoir réglementaire et l'autorise à le déléguer.

En raison de sa généralité, une telle subdélégation ne paraît pas conforme aux principes généraux du droit belge.

Le Conseil d'Etat suggère de maintenir le § 2 de l'article 16, tel qu'il existe actuellement et de le compléter par une disposition inspirée de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen, disposition qui serait rédigée comme suit :

"Les organismes agréés doivent, pour l'accomplissement de leur mission, se conformer aux instructions qui leur sont données par le Ministre des Communications ou par son délégué".

L'article 3 de cet arrêté ministériel du 7 février 1977 devrait, dès lors, être abrogé.

.../...

Article 4.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 22, § 2, 3°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1978, est complété ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Le § ler serait mieux rédigé comme suit :

"§ ler. La convocation visée à l'article 22, § 2, 3°, c, est délivrée par le centre d'examen au candidat qui, s'étant inscrit à l'examen pratique au moins six semaines avant la date d'expiration de la période de validité du titre qui tient lieu de permis de conduire et ayant échoué à cet examen, n'a pu, en raison de l'encombrement du centre d'examen, passer un second examen pendant la période de validité du titre".

*

Au § 3, il résulte des intentions du Gouvernement que le candidat ne peut présenter que deux fois l'examen en faisant valoir le titre qui tient lieu de permis de conduire et la convocation. Il y aurait donc lieu de remplacer la conjonction "ou" par "et".

.../...

Par ailleurs, il s'indiquerait de remplacer les mots "sous le couvert du titre" par les mots "en vertu du titre".

*

Au § 4, les mots "sous le couvert de la convocation" doivent être remplacés par les mots "en vertu de la convocation".

*

Le § 6 devrait être rédigé comme suit :

"§ 6. En cas de changement de guide, l'autorité qui tient la fiche du permis de conduire du nouveau guide vérifie si celui-ci répond aux conditions visées à l'article 7, § 3. Dans l'affirmative, elle en établit l'attestation qu'elle signe et revêt de son cachet".

*

La seconde phrase du § 7 ne peut viser le cas de destruction de la convocation. Il y aurait donc lieu de la rédiger comme suit :

"Si le document est détérioré ou illisible, il est restitué au centre d'examen compétent à l'occasion de la délivrance de la nouvelle convocation".

*

.../...

Au § 8, il y a lieu d'omettre les mots "de cet arrêté".

*

Dans un souci de clarté, il y aurait lieu de faire précéder les articles 8 et 9 du projet, du titre :

"Dispositions transitoires et finales".

Article 8.

Au § 1er, alinéa 1er, in fine, les mots "du même arrêté" doivent être remplacés par les mots "de l'arrêté royal du 1er février 1977".

A l'alinéa 3, la référence à l'article 22bis, § 3, ne paraît pas suffisante pour éviter que des candidats puissent présenter plus de deux fois l'examen pratique. En effet, l'hypothèse prévue par la disposition transitoire est, notamment, que le candidat n'a pu présenter une première fois l'examen dans le délai de validité du titre, alors que l'article 22bis, § 3, suppose qu'un premier examen a été passé dans le délai. Mieux vaudrait, dès lors, que l'interdiction soit clairement répétée.

L'alinéa 3 pourrait être remplacé par les deux alinéas suivants :

.../...

"En aucun cas, un candidat ne peut présenter plus de deux fois l'examen pratique.

Les dispositions de l'article 22bis, §§ 5, 6, 7 et 8 du même arrêté sont d'application".

Au § 3, in fine, les mots "de cet arrêté" doivent être remplacés par les mots "du présent arrêté".

Article 9.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au droit commun en ce qui concerne la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal en projet.

---

AANHEF.

Het derde en het vierde lid moeten in omgekeerde volgorde in de aanhef worden opgenomen, naar de tijdsorde van de aangehaalde koninklijke besluiten.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Volgens dit artikel zijn van de in artikel 2 opgelegde verplichtingen ontslagen "de leerling-bestuurders die zich naar het examencentrum begeven om het praktisch examen af te leggen of dat examen afleggen", indien zij aan bepaalde voorwaarden voldoen.

Uit de tekst van artikel 1 blijkt dat de leerling-bestuurder die in het bezit is van een uitnodiging en die niet geslaagd is voor een eerste examen, de in artikel 22, § 2, 3°, c, bedoelde uitnodiging alleen mag gebruiken om zich in het examencentrum aan te melden ten einde het tweede examen af te leggen.

In geen geval mag hij ze gebruiken voor zijn verdere scholing met het oog op dat tweede examen, ook in de veronderstelling dat overbelasting van het examencentrum er de oorzaak van is dat hij dat tweede examen niet tijdens de geldigheidsduur van het bewijs heeft kunnen afleggen.

.../...

In dat opzicht is de regeling van het ontwerp noch logisch noch billijk.

Onder dat voorbehoud stelt de Raad van State voor, artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1978, wordt aangevuld met een 13°, luidend als volgt :

"13° de leerling-bestuurders die de uitnodiging bedoeld in artikel 22, § 2, 3°, c, bij zich hebben, wanneer zij zich naar het examencentrum begeven om het praktisch examen af te leggen of wanneer zij dat examen afleggen, op voorwaarde dat zij :

a) het op de uitnodiging vermelde voertuig besturen en dat voertuig voldoet aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 7, § 2, en 23, § 3;

b) vergezeld zijn door de op de uitnodiging vermelde begeleider en deze voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 7, § 3".

Artikel 2.

In de inleidende volzin leze men niet "laatste" maar "vijfde lid".

.../...

Artikel 3.

Dit artikel vervangt § 2 van artikel 16 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977. Het bepaalt onder meer in het tweede lid :

"De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde bepaalt de regelen betreffende de organisatie van de examencentra".

Deze bepaling geeft de Minister een verordenende bevoegdheid en machtigt hem om ze over te dragen.

Een zo algemene overdracht van bevoegdheid lijkt niet in overeenstemming te zijn met de algemene beginselen van het Belgische recht.

De Raad van State geeft in overweging § 2 van artikel 16 in zijn huidige vorm te behouden, maar dan aangevuld met een bepaling waarvoor kan worden uitgegaan van artikel 3 van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra, en die als volgt zou luiden :

"De erkende organismen moeten zich voor de uitvoering van hun opdracht gedragen naar de onderrichtingen welke hun door de Minister van Verkeerswezen of door zijn gemachtigde gegeven worden".

Artikel 3 van dat ministerieel besluit van 7 februari 1977 zou dan moeten worden opgeheven.

.../...

Artikel 4.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 22, § 2, 3°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1978, wordt aangevuld met een c), luidend als volgt : ".

Artikel 5.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De uitnodiging bedoeld in artikel 22, § 2, 3°, c, wordt door het examencentrum afgegeven aan de kandidaat die zich ten minste zes weken vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het bewijs dat geldt als rijbewijs heeft laten inschrijven voor het praktisch examen, daarvoor niet geslaagd is en, wegens de overbelasting van het examencentrum, geen nieuw examen heeft kunnen afleggen tijdens de geldigheidsduur van het bewijs".

*

In § 3 blijkt de bedoeling van de Regering te zijn dat de kandidaat het examen slechts tweemaal mag afleggen op grond van het als rijbewijs geldende bewijs en de uitnodiging. Men vervange derhalve het voegwoord "of" door "en".

Ook vervange men de woorden "onder dekking van" door "op grond van". De tekst zou dan ook als volgt moeten worden gelezen : "De kandidaat mag niet meer dan twee prak-

.../...

tische examens afleggen op grond van het bewijs dat geldt als rijbewijs en een uitnodiging".

*

In § 4 moeten de woorden "onder dekking van de uitnodiging" worden vervangen door "op grond van de uitnodiging" en de woorden "vanaf de datum van het verstrijken van de geldigheidsperiode van het bewijs dat geldt als rijbewijs waarvan de kandidaat houder was" door "vanaf het verstrijken van de geldigheidsduur van het als rijbewijs geldende bewijs waarvan de kandidaat houder was".

*

Paragraaf 6 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 6. Bij verandering van begeleider vergewist de overheid die de fiche van het rijbewijs van de nieuwe begeleider houdt zich ervan of deze voldoet aan de voorwaarden van artikel 7, § 3. Zo ja, dan bevestigt zij dat in een attest, dat zij ondertekent en afstempelt".

*

De tweede volzin van § 7 kan niet slaan op het geval dat de uitnodiging vernietigd is. De tekst zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Indien het document beschadigd is of onleesbaar is geworden, wordt het aan het bevoegde examencentrum teruggegeven bij de afgifte van de nieuwe uitnodiging".

*

In § 8 moeten de woorden "bij dit besluit" vervallen.

*

Duidelijkheidshalve zou boven de artikelen 8 en 9 het volgende opschrift moeten komen :

"Overgangs- en slotbepalingen".

Artikel 8.

In § 1, eerste lid, moeten de woorden "van hetzelfde besluit" worden vervangen door de woorden "van het koninklijk besluit van 1 februari 1977".

In het derde lid lijkt de verwijzing naar artikel 22bis, § 3, niet voldoende om te voorkomen dat kandidaten het praktisch examen meer dan tweemaal kunnen afleggen. In de overgangsbepaling is immers met name het geval bedoeld dat de kandidaat het examen een eerste maal niet heeft kunnen afleggen binnen de geldigheidstermijn van het bewijs, terwijl artikel 22bis, § 3, ervan uitgaat dat een eerste examen binnen die termijn afgelegd is. Het ware derhalve beter, het verbod duidelijk te herhalen.

.../...

Het derde lid zou door de twee volgende leden kunnen worden vervangen :

"In geen geval mag een kandidaat het praktisch examen meer dan tweemaal afleggen.

De bepalingen van artikel 22bis, §§ 5, 6, 7 en 8, van hetzelfde besluit zijn van toepassing".

In de Franse tekst van § 3, in fine, moeten de woorden "de cet arrêté" worden vervangen door de woorden "du présent arrêté".

Artikel 9.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom van het gemeen recht wordt afgeweken wat betreft de datum van inwerkingtreding van het ontworpen koninklijk besluit.

---

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

R. PIRSON, assesseurs de la
section de législation,
L. MATRAY, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussend Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebrach door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS, F. REMION.